

Projet « Actualité internationale des problèmes du travail »

1. Le séminaire international sur le syndicalisme et les relations professionnelles

Responsable : *Udo REHFELDT*

Ce séminaire, créé en 1990, a déjà fait l'objet de bilans intermédiaires¹. Il s'agit ici de faire le bilan de la période quinquennale 2000-2004. La formule de base du séminaire est resté inchangée. Il réunit, en règle générale une fois par mois, des chercheurs de l'IRES, des chercheurs extérieurs et des représentants des six organisations syndicales. Il s'efforce d'alterner des thèmes théoriques ou comparatifs avec des séances monographiques (par pays). On trouvera ici la liste des thèmes abordés et les noms des intervenants pendant les cinq dernières années.

a. Thèmes comparatifs spécifiques

Peter Auer (BIT, Genève) : *Concertation sociale et création d'emploi : les succès des petits pays européens.*

Jacques Freyssinet : *Les négociations sur l'emploi et la compétitivité en Europe.*

Philippe Pochet (OSE, Bruxelles), Jacques Freyssinet : *Les pactes pour l'emploi : perspectives comparatives européennes.*

Hedva Sarfati (consultante AISS, Genève) : *Marché du travail et de protection sociale : interaction et politiques.*

Jacques Freyssinet : *Marché du travail et protection sociale : L'impact de la diversification des temps de travail.*

Henri Lourdelle (Confédération européenne des syndicats), *Passages activité-inactivité : le rôle et l'action des organisations syndicales.*

1. Notamment dans *La Lettre de l'IRES*, n° 20, juillet 1994.

b. Le syndicalisme et l'internationalisation

Tania Régin (IHS-CGT) : *Le syndicalisme international 1945-1980.*

Stuart Hodgkinson (université de Leeds) : *La globalisation et le syndicalisme international, le cas de la CISL et les normes internationales du travail.*

Gregor Murray (université de Montréal) : *Le pouvoir syndical local dans un contexte de mondialisation.*

c. L'eupéanisation des relations professionnelles

Roland Erne (Institut universitaire européen de Florence) : *Le mouvement syndical - un acteur de la démocratisation de l'Union européenne ?*

Jon Erik Dolvik (FAFO, Oslo) : *La CES, le dialogue social et l'eupéanisation des syndicats dans les années 1990.*

Philippe Pochet (OSE Bruxelles) : *Subsidiarité, dialogue social et méthode ouverte de coordination : rôle et place des syndicats.*

Isabel da Costa et Udo Rehfeldt : *Intégration économique et régulation sociale transnationale : une comparaison UE-ALÉNA.*

Thorsten Schulten (WSI-HBS Düsseldorf) : *La coordination de la politique salariale des syndicats en Europe.*

c. Séances par pays (ou groupes de pays) :

■ Europe de l'Ouest

Jean Bunel (université Lyon III) : *Nationalismes et mouvement syndical en Espagne.*

Maria da Paz Campos Lima (Dinâmia, Lisbonne) : *Les pactes sociaux au Portugal.*

Udo Scholten (Chancellerie fédérale, Berlin) : *Bilan du pacte pour l'emploi en Allemagne.*

Christian Dufour et Adelheid Hege : *L'Europe syndicale au quotidien. La représentation des salariés en France, Allemagne, Grande-Bretagne et Italie.*

Ingrid Artus (université de Munich) : *Le transfert du système ouest-allemand des relations professionnelles à l'Est.*

Jorge Tapia (université de Campinas, Brésil) : *Concertation sociale, négociations collectives et flexibilité : le cas italien (1992-2002).*

Catherine Vincent : *Les enjeux du dialogue social en Espagne.*

Udo Rehfeldt : *Les syndicats allemands et la réforme de l'Etat providence.*

Mimmo Carrieri (université de Teramo) : *Les changements des relations professionnelles dans la fonction publique italienne.*

■ Europe du Centre et de l'Est

Mariannick Le Bris (CGT) : *Les relations de la CGT avec les syndicats des Balkans.*

■ Autres pays industriels

Isabel da Costa (CEE) : *Les systèmes de relations professionnelles au Canada et aux Etats-Unis : filiation et divergences.*

Stéphane Le Queux, Mark Bray et Shane Ostefeld (l'université de Newcastle, Australie) : *Les relations professionnelles en Australie*

Catherine Sauviat : *Syndicats et marchés financiers : bilan et limites des stratégies nord-américaines. Quelle valeur d'exemple pour les syndicats en Europe ?*

Mona-Josée Gagnon (université de Montréal) : *Les intellectuels et le mouvement syndical au Québec.*

Lowell Turner (université de Cornell) : *La revitalisation du syndicalisme aux Etats-Unis.*

■ Tiers-Monde

Brasilia Carlos Ferreira (université Fédérale de Rio Grande do Norte) : *Trajectoires du syndicalisme brésilien.*

Peter Tergeist (OCDE) : *Les relations professionnelles et la réforme de la législation du Travail en Corée du Sud.*

Cette liste ne mentionne pas les noms des rapporteurs sur qui reposait une part non négligeable de la réussite des séances ¹. En effet, la méthode de distribution initiale d'un document avec rapport introductif d'un discutant s'est révélée extrêmement fructueuse pour permettre d'engager un large débat avec les participants sur les premières questions identifiées par le discutant.

La liste des pays traités fait ressortir, sans surprise, un centrage sur les pays les plus immédiatement voisins de la France, au détriment des pays de l'Europe du Centre et de l'Est. En revanche, probablement en raison de la montée du thème de la globalisation, un certain nombre de séances ont été consacrées à des pays non-européens, notamment de la sphère nord-améri-

1. On donnera ici la liste des discutants qui ont accepté d'intervenir en 2000-2004 : Lucy apRoberts (AISS, Genève), Isabel da Costa, John Evans (TUAC-OCDE), Jacques Freyssinet, Jérôme Gautié (Univ. de Reims-ENS-CEE), Janine Goetschy, Bruno Groppo, Bob Harris (L'Internationale de l'Education, Genève), Adelheid Hege, Jürgen Hoffmann (Université HWP, Hamburg), Michel Husson, René Mouriaux, Julio Neffa (PIETTE Buenos Aires), François Michon, Jean-Pierre Pernot, Philippe Pochet, Udo Rehfeldt, Jean Saglio, Carole Tüchszirer, Dieter Waizenegger (AFL-CIO), Reiner Hoffmann (ISE, Bruxelles), Wolfgang Uellenberg (DGB), Wolfgang Schroeder (IG Metall, Francfort), Anton Reuer (Ver.di, Berlin), Jean-François Trogrlic (CFDT), Jean-Paul Thivolié (CFE-CGC), Philippe Arondel (CFTC), Joël Decaillon (CGT), Laurence Martin (CGT-FO), Christine Dupuis (UNSA-Education), Ernst Stetter (Fondation Friedrich-Ebert), Pierre Strobel (MiRe), Martine Burdillat (MiRe), Jean-Luc Outin (MATISSE-Paris I), Pierre Boisard (CEE), Violaine Delteil (GIP MIS) et Pierre Concialdi sont intervenus dans deux journées d'études organisées en coopération respectivement avec la Fondation Friedrich-Ebert et la MiRe/DREES et la DARES.

caine. Conformément aux attentes, les thèmes comparatifs se sont concentrés autour des questions de la concertation sociale et des pactes sociaux.

A l'avenir, il faudra explorer la possibilité de faire évoluer la formule du séminaire, en recherchant une collaboration organique avec des instituts de recherche européens homologues de l'IRES, en vue de la construction d'un véritable réseau européen de *Trade Unions Friendly Institutes* dont le séminaire du 18-19 novembre organisé conjointement par l'IRES et la Fondation Hans-Böckler constitue un premier jalon.

2. La Chronique internationale de l'IRES

Responsable : *Adelheid HEGE*

La Chronique internationale de l'IRES assure une fonction de suivi et d'analyse des évolutions sociales et des débats sociaux majeurs dans les pays étrangers. Six numéros annuels sont publiés : cinq suivent l'actualité sociale des pays étrangers ; un sixième est consacré à un thème transversal. Tous les chercheurs de l'IRES participent à ce projet auquel sont aussi associés des collaborateurs externes.

Les numéros spéciaux durant le dernier programme scientifique de moyen terme ont porté sur les thèmes suivants :

- *La représentativité syndicale*, n°66, septembre 2000 (coordination Adelheid Hege)
- *La représentation patronale*, n°72, septembre 2001 (coordination Christian Dufour)
- *Retournement conjoncturel et emploi*, n°78, septembre 2002 (coordination Jacques Freyssinet)
- *Mouvements et politiques migratoires*, les enjeux sociaux, n°86, septembre 2003 (coordination Jacky Fayolle et Mouna Viprey)
- *Réformes des systèmes d'assurance maladie et débats sociaux*, n°91, novembre 2004 (coordination Pierre Volovitch).

La *Chronique internationale* de l'IRES dont les articles sont aussi accessibles sur le site *web* de l'IRES bénéficie d'un bon accueil externe. Elle joue un rôle important dans la construction de l'expertise interne sur l'évolution des systèmes sociaux et la méthodologie de la comparaison internationale.

Ce constat esquisse aussi les enjeux pour le prochain programme à moyen terme.

- Diversifier et étendre la couverture géographique

Les pays industrialisés et notamment les Etats membres historiques de l'Union Européenne occupent une place privilégiée dans la *Chronique internationale* de l'IRES. Les pays entrants sont par contre insuffisamment traités (*cf.*

index annexé des articles 2000-2004). Il convient d'améliorer le réseau de correspondants tout en s'assurant de la qualité des contributions externes (destinées à être lues et interprétées sans contresens majeur par un lectorat français peu familier des systèmes étrangers).

- Consolider l'expertise interne

Le renouvellement de l'équipe des chercheurs soulève la question de la répartition du suivi des pays étrangers pour lesquels existe une maîtrise linguistique interne. Le concept éditorial de la *Chronique internationale* impose en effet une double contrainte aux chercheurs de l'IRES : les articles sont des contributions originales fondées avant tout sur des sources nationales (étrangères) ; l'investissement porte sur le suivi de pays de préférence à des thèmes spécifiques et demande par conséquent une capacité approfondie de décryptage des systèmes sociaux et de leurs acteurs.

Articles publiés dans la chronique internationale de l'IRES 2000-2004

Allemagne

L'IG Metall demande la retraite à 60 ans (n°62/p.5//2000)

Représentation des salariés dans l'établissement : bilan d'étape de fin de siècle (n°62/p.12//2000)

Deux négociations et une fusion : les grands syndicats en rang de bataille (n°64/p.17/2000)

Les syndicats et leurs bases : sous le signe du désenchantement ? (n°66/p.25/2000)

Instances représentatives, droit au temps partiel : des réformes qui font débat (n°67/p.25/2000)

La réforme des retraites de 2001 : réduction de la répartition, un pas vers la capitalisation (n°69/p.3/2001)

La réforme des retraites de 2001, quelles incidences pour les femmes ? (n°70/p.17/2001)

La réforme conflictuelle des conseils d'établissement (n°70/p.29/2001)

Pacte pour l'emploi, premier bilan (n°71/p.22/2001)

La grève des pilotes de Lufthansa (n°71/p.31/2001)

Fractionnement et érosion des organisations patronales (n°72/p.41/2001)

IG Metall, les chemins de l'innovation Formation continue dans l'entreprise, 5000 emplois à 5000 marks chez Volkswagen, fonds de pension de la métallurgie (n°74/p.36/2002)

Ver.di : problèmes d'organisation du plus grand syndicat du monde (n°75/p.22/2002)

Ver.di et l'égalité hommes-femmes : le monde social des établissements à forte majorité féminine (n°75/p.28/2002)

IG Metall a-t-elle vraiment obtenu ce qu'elle recherchait ? (n°76/p.53/2002)
Les syndicats en campagne (n°77/p.21/2002)
Une réforme radicale de la politique d'emploi avec consentement syndical (n°78/p.129/2002)
Les conseils d'établissement à la reconquête d'une meilleure représentativité ? (n°79/p.15/2002)
Des deux côtés de la convention collective : formation des salaires et politiques salariales dans les firmes couvertes ou non par les conventions collectives (n°81/p.29/2003)
La réforme du marché du travail et l'échec du pacte pour l'emploi (n°81/p.43/2003)
Les réformes sociales en débat La réforme des retraites, premiers pas, débats, interrogations (n°82/p.3/2003)
Vers une double réforme du système de santé ? (n°82/p.17/2003)
SPD et syndicats dans la tourmente des réformes sociales (n°83/p.24/2003)
La difficile reconnaissance de la réalité migratoire (n°84/p.106/2003)
Poursuite de la « réforme » de l'Etat-providence (n°85/p.35/2003)
Un accord salarial presque consensuel dans la métallurgie qui vient assouplir le temps de travail (n°87/p.30/2004)
Retour aux 40 heures ? (n°90/p.3/2004)
Les réorientations de la politique d'assurance maladie (n°91/p. 55/2004)

Argentine

La crise actuelle du mode de développement argentin (n°75/p.40/2002)

Autriche

Elections aux chambres du travail : préparation à un test de vérité (n°63/p.5/2000)

La résistance syndicale marque des points. Inutiles ? (n°64/p.45/2000)

Encore une représentation corporatiste ? (n°66/p.36/2000)

L'honneur perdu du syndicalisme autrichien ? (n°73/p.15/2001)

La fin du bon exemple autrichien ? (n°78/p.117/2002)

Les retraites et le partenariat social mis en cause (n°83/p.3/2003)

Travailleurs étrangers, des hôtes par nécessité (n°84/p.122/2003)

Le chemin d'enfer du partenariat social (n°85/p.3/2003)

Elections aux chambres du travail et enjeux syndicaux (n°89/p.12/2004)

Australie

Dans le ressac des réformes (n°62/p.27/2000)

Branle-bas de combat pour un renouveau syndical (n°66/p.84/2000)

Le patronat à l'abordage : récit d'un Bounty (n°72/p.79/2001)

Belgique

Des salaires sous surveillance publique au nom de l'Europe ? (n°62/p.41/2000)

Les conséquences de la nouvelle politique budgétaire sur le système de retraite (n°67/p.17/2000)

Le nouveau droit de la participation financière (n°73/p.46/2001)

Assurance maladie, soins de santé et sécurité sociale : trois éléments indissociables (n°91/p.113/2004)

Brésil

L'héritage de l'époque Cardoso et les défis du nouveau gouvernement Lula (n°79/p.35/2002)

La réforme des retraites du gouvernement Lula : entre logique financière et droits sociaux (n°85/p.13/2003)

Bulgarie

Restructurations industrielles et stratégies des acteurs (n°590/p.39/2004)

Canada/Québec

Les clauses « orphelin » interdites (n°64/p.10/2000)

La gestion des caisses de retraite : un nouveau levier de l'action syndicale pour la FTQ (n°68/p.21/2001)

Amendements à la loi sur les régimes complémentaires de retraite Syndicats, retraités et employeurs s'affrontent sur l'utilisation des surplus actuariels (n°68/p.30/2001)

Aménagement et réduction du temps de travail : les initiatives et les débats (n°68/p.40/2001)

Le syndicalisme québécois face à la résurgence d'une droite antisyndicale (n°83/p.9/2003)

Le modèle canadien d'immigration de main-d'œuvre : un modèle ouvert fondé sur la sélectivité (n°83/p.63/2003)

Débats sur (et dans) le système d'assurance maladie (n°91/p.38/2004)

Chine

Le nouveau système de sécurité sociale (n°69/p.15/2001)

Danemark

Confédération syndicale recherche nouveau message (n°62/p.20/2000)

Adieu aux hiérarchies ou comment revitaliser un mouvement syndical démocratique (n°66/p.17/2000)

Les syndicats et l'Europe, les défis d'un débat (n°68/p.3/2001)

L'égalité hommes-femmes sur le marché du travail mise à mal par les congés parentaux (n°71/p.3/2001)

Changements de structures et nouveaux rôles des associations patronales (n°72/p.50/2001)

Le travail à temps partiel : un alibi pour un « nouveau » modèle de négociation collective ? (n°77/p.12/2002)

L'appel à la main-d'œuvre étrangère comme instrument de régulation du marché du travail (n°80/p.22/2003)

Négociations collectives 2003 : des conventions « à la carte », et de nouveaux droits sociaux (n°81/p.52/2003)

LO entame une réforme historique et cherche à donner une nouvelle direction au mouvement syndical (n°82/p.39/2003)

Renouvellement des conventions collectives dans un climat d'incertitude (n°86/p.27/2004)

Changements et continuités du système de santé (n°91/p.92/2004)

Espagne

Le droit des immigrés en question : de la précarité à l'intégration sociale (n°63/p.30/2000)

Setième congrès des Commissions ouvrières : le changement dans la continuité (n°64/p.39/2000)

Une représentativité syndicale dopée par la reprise du dialogue social (n°66/p.66/2000)

Une réforme du marché du travail ambiguë et bien peu consensuelle (n°70/p.11/2001)

Lutte contre les accidents du travail : un échec récurrent (n°71/p.39/2001)

Grève générale contre une politique de l'emploi plus contraignante pour les chômeurs (n°77/p.3/2002)

Vers un nouveau cycle de dérégulation du marché du travail ? (n°78/p.155/2002)

La politique contractuelle régule-t-elle encore les relations sociales ? (n°80/p.15/2003)

L'« Espagne immigrante » : du marché du travail aux défis de la citoyenneté (n°84/p.96/2003)

Convergence économique et divergences sociales, un retour sur les années Aznar (n°87/p.3/2004)

Huitième congrès des Commissions ouvrières (n°88/p.27/2004)

Etats-Unis

Une victoire syndicale toute relative dans l'automobile (n°62/p.36/2000)

Les cols blancs de Boeing en grève pour leur convention collective : une première (n°64/p.5/2000)

Un syndicalisme toujours en mal de reconnaissance (n°66/p.93/2000)

La réforme du régime public de retraite par répartition au centre des enjeux électoraux (n°67/p.3/2000)

Tensions dans la « nouvelle économie » : la grève chez Verizon, un conflit exemplaire ? (n°67/p.10/2000)

Amazon.com aurait-il un modèle social aussi fragile que son modèle économique ? (n°69/p.40/2001)

La négociation collective dans les transports aériens : une revanche des salariés ... de courte durée ! (n°73/p.34/2001)

Enron : une énorme « défaillance de marché » (n°74/p.3/2002)

« Nouvelle économie » et emploi : fin des illusions (n°78/p.55/2002)

La loi Sarbanes-Oxley : une réponse précipitée et partielle aux failles du système de contrôle des marchés financiers (n°79/p.23/2002)

Les effets conjugués des faillites et de la baisse de la Bourse sur les régimes complémentaires de retraite par capitalisation (n°80/p.3/2003)

Une politique sélective de l'immigration, dominée par les enjeux économiques (n°84/p.48/2003)

Négociations collectives dans l'automobile : patrons, syndicats, même combat ... contre la concurrence étrangère (n°85/p.25/2003)

Menaces sur le droit aux heures supplémentaires pour les « cols blancs » (n°87/p.41/2004)

Le droit aux heures supplémentaires pour les « cols blancs » : un nouveau compromis (n°88/p.33/2004)

Un système de santé en crise ... bien que privatisé ! (n°91/p. 17/2004)

Europe

Agenda 2000 chargé pour la Confédération européenne des syndicats (n°63/p.60/2000)

La représentativité syndicale, états des lieux, interrogations (n°66/p.5/2000)

Représentativité syndicale : dimensions politiques et historiques du débat théorique (n°66/p.9/2000)

Représentation et représentativité syndicales au niveau européen (n°66/p.105/2000)

La représentation syndicale, sa reconnaissance, son renouvellement (n°66/p.113/2000)

Après le Conseil européen de Nice (n°69/p.50/2001)

La représentation patronale en mouvement (n°72/p.3/2001)

Représentations patronales : des organisations à responsabilités limitées (n°72/p.5/2001)

Patrons et patronat, dimensions européennes (n°72/p.89/2001)

Défense des intérêts patronaux au niveau européen : le cas des retraites (n°72/p.104/2001)

La branche, niveau stratégique dans la coordination des négociations collectives ? (n°74/p.57/2002)

Trou d'air, récession ou rupture ? Continuités et inflexions dans les politiques de l'emploi (n°78/p.3/2002)

Après l'embellie (n°78/p.20/2002)

Les grandes orientations de politique économique et d'emploi : quelles inflexions ? (n°78/p.34/2002)

Les acteurs sociaux européens, l'emploi et la montée du chômage en Europe (n°78/p.46/2002)

Acquis social, acquis communautaire ? La solidarité à l'épreuve de l'élargissement (n°79/p.45/2002)

La nouvelle stratégie européenne pour l'emploi (n°49/p.82/2003)

Les nouvelles dynamiques migratoires : relance et complexification (n°84/p.30/2003)

Les politiques migratoires et les débats sociaux (n°84/p.3/2003)

Migrations anciennes et nouvelles. Les politiques et les acteurs à l'épreuve (n°84/p.7/2003)

Communautarisation des politiques migratoires. Entre fermeture des frontières et besoins de main-d'œuvre (n°84/p.166/2003)

Après le congrès de la CES, quelle stratégie et quelles actions syndicales européennes ? (n°86/p.44/2004)

Enjeux sociaux de l'élargissement. Quelle intégration économique et sociale pour les pays entrants ? (n°88/p.3/2004)

Quel accès aux marchés du travail pour les citoyens des nouveaux Etats membres ? (n°88/p.10/2004)

Politiques économiques et politiques d'emploi : *Reports, reports, reports* (n°89/p.34/2004)

International

Fonds de pension du secteur public : les prémices d'une coopération syndicale internationale ? (n°69/p.27/2001)

« Mondialisons la solidarité ». Le congrès de la Fédération internationale des transports (n°80/p.32/2003)

Les syndicats face aux réformes de l'assurance maladie (n°91/p.5/2004)

La santé, un bien supérieur ? (n°91/p.134/2004)

Les comparaisons internationales des systèmes de santé : apports et difficultés des classements de performances (n°91/p.151/2004)

Italie

Référendums antisociaux, aggiornamento patronal et désunion syndicale (n°63/p.35/2000)

La représentativité syndicale : un miracle à l'italienne (n°67/p.33/2000)

Grandes familles et petits patrons : cohésion sous conditions (n°72/p.23/2001)

Négociation et concertation, le front syndical désuni (n°73/p.23/2001)

Non au licenciement sans justification, le retour de la mobilisation syndicale (n°76/p.3/2002)

La flexibilité du marché du travail : débat politique, pratiques de terrain (n°76/p.15/2002)

Réforme du marché du travail et crise de la concertation sociale (n°78/p.142/2002)

La crise de Fiat et l'avenir de l'emploi industriel (n°80/p.3/2003)

Le projet de réforme des retraites du gouvernement Berlusconi (n°87/p.11/2004)

Retours des grèves sauvages dans les transports (n°87/p.23/2004)

Le conflit Fiat Melfi : le retour des métaux (n°89/p.27/2004)

Les syndicats dans le débat public sur le système de santé (n°91/p.123/2004)

Irlande

Emploi : le miracle à la croisée des chemins (n°73/p.3/2001)

Priorité à la compétitivité ou aux niveaux de vie ? (n°78/p.84/2002)

Un nouveau pacte social, sans enthousiasme (n°83/p.35/2003)

De l'émigration à l'immigration (n°84/p.88/2003)

L'immigration, de nouveau (n°90/p.12/2004)

Japon

La sécurité de l'emploi au cœur du compromis salarial émergent (n°68/p.9/2001)

Une inflexion incertaine de la politique de l'emploi (n°70/p.3/2001)

Les restructurations dans le secteur de l'électronique : vers le « downsizing » à l'américaine ? (n°74/p.13/2002)

20 ans de politiques de promotion de l'égalité hommes-femmes au travail (n°86/p.3/2004)

La crise contribue-t-elle à réduire les inégalités hommes/femmes ?
(n°87/p.50/2004)

Mexique

Le mouvement syndical à la croisée des chemins (n°70/p.40/2001)

Les deux faces de la réforme de la santé (n°91/p. 47/2004)

Pays-Bas

Temps de travail : le droit de choisir (n°63/p.13/2000)

Réforme des structures de la protection sociale et révision de la place des partenaires sociaux (n°64/p.26/2000)

Une syndicalisation très moyenne, mais une solide capacité de représentation (n°66/p.52/2000)

Tensions sur le marché du travail et avenir incertain de la modération salariale (n°71/p.11/2001)

Un observatoire sur les salaires féminins à l'initiative de la FNV (n°74/p.53/2002)

La réforme du régime de l'inaptitude au travail (WAO) : un chantier inachevé du second gouvernement Kok (n°76/p.31/2002)

Menaces sur le « modèle polder » (n°78/p.105/2002)

Une période de flottement politique et de tensions sociales (n°82/p.27/2003)

Forces et faiblesses de l'intégration à la néerlandaise (n°84/p.148/2003)

Gel de salaires pour deux ans : un accord difficile soumis à référendum syndical (n°86/p.17/2004)

Des rapports pas si faciles entre conseils d'entreprise et syndicats (n°89/p.19/2004)

Réforme de la préretraite et crise des relations professionnelles (n°90/p.20/2004)

Plus de marché pour sauver la solidarité ? Le pari néerlandais de la réforme de l'assurance maladie (n°91/p. 65/2004)

Pologne

La recomposition des pratiques autour du temps de travail (n°89/p.3/2004)

Portugal

Des élections marquées par le social (n°76/p.25/2002)

La réforme du code du travail (n°81/p.59/2003)

Le traitement de choc du docteur Barroso (n°90/p.31/2004)

Royaume-Uni

Coup de pouce au salaire minimum (n°63/p.45/2000)

Un syndicalisme refondé sur ses adhérents (n°66/p.44/2000)

La pauvreté, ses caractéristiques, l'ambiguïté de l'action gouvernementale (n°69/p.35/2001)

Les employeurs britanniques : négociier pour soi-même sans négociier seul (n°72/p.51/2001)

Faillite de Railtrack : l'échec d'un partenariat public-privé (n°74/p.47/2002)

Les syndicats britanniques regagnent-ils de la puissance ? (n°75/p.3/2002)

Le procès Unilever/Merrill Lynch : un conflit exemplaire entre fonds de pension et opérateurs financiers (n°75/p.13/2002)

Le gouvernement britannique affiche sa volonté de financer une ambitieuse réforme du système de santé (n°76/p.4/2002)

Place des ressources humaines, salaires et congrès du TUC (n°77/p.31/2002)

L'emploi en question (n°78/p.70/2002)

Une phase critique du conflit entre le parti travailliste et les syndicats sur les services publics (n°79/p.3/2002)

Face-à-face rugueux d'un syndicalisme revigoré avec le New Labour (n°81/p.17/2003)

Du Commonwealth à l'Europe : permanences et ruptures de la politique migratoire (n°84/p.74/2003)

Une rupture historique entre syndicat et parti, le syndicat RMT exclu du Labour (n°88/p.17/2004)

Le National Health Service : une institution pérenne en pleine transformation (n°91/p.80/2004)

Suède

Un syndicalisme fort confronté à des évolutions déstabilisantes (n°66/p.77/2000)

La persistance d'une politique en faveur du plein emploi, et préparant l'entrée dans l'UEM ? (n°78/p.95/2002)

L'intégration en panne ? (n°84/p.133/2003)

Réduction des congés maladie : une réforme gouvernementale contestée (n°86/p.35/2004)

Des tensions en dépit de réformes [du système de santé] déjà mises en place (n°91/p.106/2004)

3. Les relations avec l'Observatoire européen des Relations industrielles et la Fondation européenne pour l'Amélioration des conditions de vie et de travail (Dublin)

Responsables : Benoit ROBIN, Annie JOLIVET

L'IRES est, pour la France, le centre national correspondant de l'Observatoire Européen des Relations Industrielles (OERI/EIRO) depuis la création de cet Observatoire par la Fondation de Dublin. L'Institut, fortement engagé sur la problématique des relations professionnelles, a continuellement été en recherche de perfectionnement de ses réalisations pour l'OERI et a mobilisé à cette fin l'ensemble des chercheurs de l'IRES. Il s'agit d'une activité exigeante, puisqu'elle a pour objet de nourrir en temps réel la base de données informationnelles et les études comparatives gérées par l'Observatoire. Cette activité est coordonnée, depuis le départ de Maurice Braud, par Benoit Robin, directeur-adjoint, et Annie Jolivet (groupe Emploi).

Afin d'alimenter, chaque mois, de manière pertinente la base de données informationnelles de l'OERI, un groupe de pilotage *ad hoc* réunissant des chercheurs de chacune des équipes de l'Institut définit collégialement, au regard de l'actualité sociale, les sujets méritant de faire l'objet d'un exposé succinct (*brève* d'une page environ) ou davantage développé (*article* de près de trois pages) et affectant les relations professionnelles en France. A cette soixantaine de *brèves* et d'*articles* rédigés annuellement, il faut ajouter les sollicitations pour répondre aux questionnaires comparatifs ou à des études thématiques que l'Observatoire de Dublin rassemble afin d'en présenter les résultats couvrant l'ensemble des pays de l'Union Européenne. En tant que centre national, l'IRES peut être sollicité pour assurer la coordination et la synthèse de certaines études comparatives.

Les travaux menés par l'IRES pour l'OERI se veulent des photographies bien cadrées de l'actualité sociale hexagonale, réalisées par des chercheurs possédant une connaissance analytique du sujet. Ils visent à rendre compte le plus rigoureusement possible de sujets suscitant les réactions des acteurs sociaux. Leur réalisation, par les chercheurs, est guidée par une grille indicative énonçant les normes propres à la rédaction d'articles et d'études dont la finalité est de permettre à des lecteurs étrangers l'accès à une information objective et équilibrée sur l'actualité sociale française. Le site *Web* de l'IRES met à disposition un lien offrant l'accès à l'ensemble de ces travaux ¹.



1. www.ires-fr.org/files/eiro/pageiro.htm

L'IRES est l'un des rares centres nationaux correspondants qui ait pour caractéristique d'être au service des organisations syndicales des travailleurs. Aussi, deux à trois fois par an, l'Institut invite ces dernières, ainsi que les principales organisations d'employeurs des secteurs privé et public et les représentants du ministère du Travail et des Affaires sociales à porter une appréciation sur le travail réalisé par l'IRES et à le confronter à leur propre perception de l'actualité sociale. L'existence de ce Comité de suivi est fidèle à la conception qui guide l'activité de la Fondation de Dublin, puisque celle-ci rassemble gouvernements, organisations syndicales de salariés, organisations d'employeurs privés et publics. Le comité de suivi commente le choix des thèmes retenus et peut suggérer des correctifs aux articles et contributions rédigés par l'IRES.

Cet échange *a posteriori* avec les acteurs sociaux est caractéristique de la conception, par l'IRES, de ses engagements dans le cadre des activités pour l'Observatoire de Dublin. Cet échange s'accompagne également d'un travail en amont fait de sollicitations ponctuelles auprès des acteurs sociaux, contribuant à recueillir le plus exhaustivement possible leurs positions ou expressions sur l'actualité des relations professionnelles.

L'activité de l'IRES pour le compte de l'OERI a fait l'objet d'une valorisation au travers de l'organisation d'une conférence dans les locaux de *Sources d'Europe* qui a réuni une cinquantaine de participants. Cette activité est assujettie à la poursuite de la convention triennale entre l'IRES et l'OERI dont le terme arrive à échéance fin 2005 et dont la reconduction est soumise à appel d'offres.

L'expérience de l'IRES, dans le cadre de cette relation contractuelle avec la Fondation de Dublin, participe à part entière à la valorisation des compétences accumulées par l'Institut dans le champ (largement compris) des relations professionnelles. Le fait que l'IRES soit centre national correspondant de l'OERI est aussi une ressource permettant l'échange d'informations et de connaissances avec d'autres centres, en vue du développement d'études comparatives de nature scientifique. L'accueil récent des nouveaux pays membres au sein de l'Union accroît ces besoins de connaissance. La poursuite des activités avec la Fondation de Dublin pourrait s'amplifier, à l'occasion des appels d'offre à venir, qui associeront l'OERI et d'autres activités de la Fondation, dans l'esprit d'assurer une promotion intensifiée des recherches et analyses effectuées par l'IRES.